



UNION DEPARTEMENTALE DE SEINE ET MARNE RESOLUTION DE LA COMMISSION EXECUTIVE GREVE ET MANIFESTATION DU 5 OCTOBRE 2021

UD FO77

La commission exécutive de l'Union départementale des syndicats de Seine et Marne réunie le vendredi 24 septembre 2021 a analysé la situation sociale actuelle et en a débattu.

Depuis 18 mois, avec ses réformes et ses ordonnances, le gouvernement malgré la pandémie continue d'accentuer la casse du code du travail, de la sécurité sociale, de l'Hôpital public, de l'école républicaine et des services publics, remet en cause les libertés collectives et individuelles. Sans relâche, gouvernement et patronat détruisent les acquis des salariés, la pratique du dialogue social et restreignent les moyens de protection du personnel ainsi que les moyens d'action des organisations syndicales.

Les employeurs ont démontré tout au long de la crise économique qu'ils n'hésitaient pas à faire preuve d'opportunisme, sollicitant des aides tout en licenciant tout de même les salariés.

La CE de l'UDFO77 condamne la stratégie autoritaire dont relève la mise en place du « pass sanitaire » qui ne peut être qu'un outil permettant la continuité de la casse sociale et condamne toute volonté inacceptable de chantage à l'emploi, de menace, de sanction, de suspension des salaires, de discrimination à l'embauche et en dernier ressort de licenciement.

Ce « pass sanitaire » exigé désormais pour l'accès aux établissements de santé va encore aggraver l'inégalité d'accès aux soins de la population au mépris de toute déontologie et du serment d'Hippocrate, cette situation en Seine et Marne déjà classée comme département en situation de désertification médicale est inacceptable.

La CE de l'UDFO77 constate que le capital ne s'est jamais aussi bien porté et qu'il enregistre des bénéfiques records alors que l'inflation et le prix du carburant ne cessent d'augmenter, tout comme le prix du gaz ou de l'électricité ainsi que celui des produits de première nécessité et des denrées alimentaires.

Les salariés, depuis 18 mois payent cette crise sanitaire et sociale dont ils ne sont en rien responsables, financièrement, par la restriction de leurs libertés ou la privation de leurs acquis sociaux, tandis que des milliards d'euros d'argent public ont été généreusement distribués aux entreprises pour « ralentir les effets de la crise économique ».

Le « quoi qu'il en coûte » présidentiel ne peut et ne doit pas se transformer en « il en coûtera aux salariés car il faudra bien rembourser la dette », due à toutes les erreurs de gestion de cette crise par le gouvernement.

Tandis que les salariés souffrent et que bon nombre d'emplois vont être menacés, la mise en place de la réforme de l'assurance chômage, son extension aux travailleurs indépendants, sans que soit associée l'annonce de son financement, menaçant l'équilibre des comptes de l'UNEDIC et sans aucune consultation des organisations syndicales, sont inacceptables.

Au moment où l'Etat annonce la fin du versement d'argent public comme aides aux entreprises, que les employeurs ont utilisé, tout en mettant le personnel en chômage partiel, sans compenser les pertes de salaire, cette réforme précarisera encore davantage les plus faibles et plongera en grande détresse bien trop de demandeurs d'emplois ou de salariés qui pourraient connaître le chômage.

La CE de l'UD FO 77 considère qu'au moment, où la seule priorité doit être de stopper cette pandémie et de protéger les salariés et plus largement la population, le gouvernement envisage de reprendre la réforme des retraites, mise en échec par la puissance des mobilisations des salariés et suspendue par la pandémie, est une provocation d'un cynisme inacceptable.

La CE de l'UDFO 77 exige :

- l'augmentation des salaires pour tous les salariés, qu'ils soient de la première ligne ou de la seconde, un vrai travail avec un vrai salaire pour toutes et tous ainsi que l'égalité professionnelle femmes/hommes ;
- l'abandon définitif et immédiat des contre-réformes des retraites et de l'assurance chômage ;
- l'interdiction des licenciements et la fin des dérogations au Code du travail et garanties collectives ;
- un coup d'arrêt à la précarisation de l'emploi et à la précarité des jeunes en formation ;
- la fin des fermetures de services, des suppressions d'emplois, du démantèlement et des privatisations dans les services publics et de la fonction publique et le renforcement de leurs moyens ;
- le rétablissement de tous les droits et libertés pour le monde du travail ;
- l'arrêt des sanctions prises contre tous les salariés qui ne justifieraient pas du « pass sanitaire » en particulier dans les hôpitaux et dans le secteur médico-social ;
- dans les hôpitaux, comme dans les écoles, l'arrêt des fermetures de services, de lits, de classes et que le recrutement du personnel nécessaire au bon fonctionnement de ces secteurs essentiels et indispensables soit effectué immédiatement.

L'exploitation par le gouvernement et le patronat de cette situation de crise, pour détruire les acquis des salariés et toutes formes de leurs protections, doit cesser.

La CE de l'UDFO 77 apporte son soutien plein et entier à tous les salariés du public et du privé déjà mobilisés pour obtenir des augmentations de salaire, contre la perte de leurs acquis (comme à Transdev par exemple), contre les fermetures de classes, de services, de lits, contre les manques d'effectifs, contre les restructurations, contre les suspensions de salaire, contre les plans dits « sociaux », les ruptures conventionnelles collectives, les accords de performance collective, etc. ...

La CE de l'UDFO 77 appelle tous les syndicats à tenir leurs instances, dresser les cahiers de revendications avec le personnel, organiser des assemblées générales dans l'unité syndicale la plus large possible dans les entreprises, services et administrations pour obtenir satisfaction sur les revendications et ainsi trouver une porte de sortie à cette impasse sanitaire, sociale et économique dans laquelle ce gouvernement et le patronat conduisent les salariés sans relâche.

La CE de l'UDFO 77 appelle l'ensemble de ses militants et de ses adhérents à prendre toute leur place pour aller au contact de leurs collègues, les réunir et discuter des moyens pour faire aboutir les revendications.

La CE de l'UDFO 77 appelle tous ses syndicats, tous les militants, tous les adhérents, tous les travailleurs du public comme du privé, les chômeurs, les jeunes et les retraités à se mobiliser le 5 octobre prochain par la grève et à s'inscrire massivement, sur les circuits de bus qu'elle a mis en place pour rejoindre la manifestation parisienne à 14h Place de la République.

Le vendredi 24 septembre 2021 , Résolution votée à l'unanimité

**MARDI 5 OCTOBRE 2021
GREVE ET MANIFESTATION A PARIS
DEPART 14H PLACE DE LA REPUBLIQUE**